



AMBASSADE DE SUISSE

30. DEZ. 1974 B
 30. DEZ. 1974 B
 p.A. 21.31. *Jakarta*

Jakarta, le 8 novembre 1974

CONFIDENTIEL

Rapport politique No 20
 RV/ga

Timor à l'heure du choix

Ile de la Sonde, à l'Est de Florès, partagée entre l'Indonésie (partie occidentale) et le Portugal (partie orientale), Timor intéresse soudainement beaucoup le gouvernement indonésien qui entend bien profiter du processus général de décolonisation amorcé par Lisbonne pour rattacher l'ensemble de l'île à son autorité en l'intégrant à l'archipel.

Réputé pour son bois de Santal et colonisé en 1520 par les Portugais, Timor fut fractionné en 1622 et resta jusqu'en 1904 une source de conflit entre les Pays-Bas et le Portugal. Puis en 1942, son invasion par les Japonais fit peser une menace directe sur l'Australie et la ville de Darwin en particulier, pression qui demeura jusqu'en 1946, lorsque Lisbonne fit revaloir ses droits.

Ce territoire portugais comprend environ 600'000 habitants répartis entre l'Est de Timor, une enclave sur territoire indonésien, Ocussi, et deux petites îles, Atauro et Jaco. Y vivent en plus des aborigènes 4'500 Portugais dont environ 2'000 militaires, 3'000 métis et entre 10'000 - 20'000 Chinois venus généralement de Macao et en possession de passeports formosans. Au plan religieux, on estime à 300'000 le nombre des catholiques pratiquants. Les musulmans ne comptent qu'un millier d'adeptes et n'ont



- 2 -

ni poids politique ni influence quelconque. La population est analphabète à 90 %; aucune haute école ou université n'existe à Dilly, la capitale, dont tous les cadres ont été formés soit à Lisbonne, soit en Mozambique.

Resté dans l'ombre depuis la dernière guerre mondiale, le problème de Timor resurgit soudain à la suite du changement politique survenu au Portugal. Le 2 mai 1974, Adam Malik fait une allusion à "l'anomalie" que représente Timor, puis Lisbonne envoie deux majors-généraux à Dilly pour jauger l'atmosphère politique. La presse indonésienne de son côté s'empare de l'affaire et la traite avec plus ou moins d'objectivité, obligeant le gouvernement à sortir quelque peu de sa réserve.

A Timor même, trois partis s'affrontent.

- L'Union démocratique, présidée par M. Carras Calao, soutenue par la minorité portugaise et métisse, se prononce pour le maintien de la souveraineté du Portugal.
- Le parti social démocratique, le plus structuré des trois, est pour sa part favorable à l'indépendance. Accusé de péché communiste, mais s'en défendant, il vient de changer son image de marque et s'intitule depuis 15 jours - Front révolutionnaire du Timor indépendant - "Fretilin". Il est présidé par M. Amorak, qui se réclame du parti socialiste portugais, et dont on dit qu'il est proche du ministre des affaires étrangères Soares. Le Fretilin est soutenu par les Chinois et de ce fait possède des moyens financiers que les autres partis lui envient. Son porte-parole, M. Horta, 24 ans, rédacteur en chef de "Voz de Timor", est prévu pour être le premier ministre des affaires étrangères de l'Etat indépendant.

- L'Association démocrate populaire de Timor "Apodeti" se prononce elle pour un rattachement à l'Indonésie, assorti du respect d'une certaine identité, exprimée notamment dans le choix du gouverneur à laisser au Timoriens. La loi indonésienne actuelle permettrait au demeurant de donner à cette 27ème province les garanties désirées. "Apodeti" est soutenu par les musulmans (ce qui revient à la roupie de sansonnet) mais surtout par une partie de la hiérarchie catholique, déçue parce qu'empêchée par les autorités portugaises d'entretenir des contacts trop étroits avec la communauté catholique de Flores. Le parti est présidé par Arnaldo Reis Arango, instructeur, qui a passé 29 ans de sa vie dans les prisons portugaises pour collaboration avec le Japon et qui n'en a pas gardé une reconnaissance éternelle à la mère patrie!

L'Indonésie n'a jamais émis de prétentions officielles sur le territoire portugais avant le coup d'état qui a renversé Cataneo. Les rapports entre les autorités indonésiennes et portugaises étaient alors ceux de bon voisinage. A l'époque, Sukarno n'avait pas non plus soutenu le mouvement de M. Mao Klao qui, en 1961, déclarait un peu prématurément l'indépendance de Timor.

Mais avec l'arrivée de Spinola au pouvoir, Jakarta a toutefois pris conscience de deux dangers: le maintien
 1) de la souveraineté portugaise allait faire prendre un virage trop à gauche à Timor; l'indépendance quant à elle pourrait
 2) aboutir à un régime communiste soutenu par les Chinois. C'est donc pour suivre une politique du moindre mal que Suharto semble s'être finalement décidé à favoriser un rattachement de Timor oriental à l'Indonésie.

- 4 -

L'affaire, discutée d'abord avec le premier ministre australien lors d'une visite qu'il a effectuée ce printemps en Indonésie, a convaincu Jakarta que l'Australie, pas plus que l'Indonésie, n'avait intérêt à risquer de voir passer Timor sous un contrôle communiste. La position stratégique de l'île et la menace qu'avait fait peser en son temps le Japon sur l'Australie n'a pas été oubliée par M. Whitlam. En second lieu, Adam Malik s'est rendu compte en discutant avec son homologue portugais dans les couloirs de l'ONU à New York, que le Portugal était prêt à organiser honnêtement des élections générales, au suffrage universel, pour nommer une Assemblée représentative, chargée de décider du sort de la colonie portugaise.

Le gouvernement indonésien en a reçu la confirmation au mois d'octobre lors de la visite de M. Almeida Santos, ministre pour les territoires d'outre-mer, qui a été reçu avec de grands honneurs et très exceptionnellement durant les sacro-saintes fêtes de la fin du Ramadan.

Depuis un certain temps déjà, l'Indonésie semble cependant avoir dépassé les déclarations d'intention et, s'étant en quelque sorte assurée de la bienveillante complicité australienne, elle s'est mise à soutenir financièrement le parti timorien favorable au rattachement. Jakarta a fait construire aussi un émetteur de propagande près de la frontière et la radio indonésienne, pour sa part, ouvre largement ses antennes au parti "Apodeti", à l'exclusion bien sûr des autres formations politiques. Des "missionnaires" catholiques indonésiens ont été dépêchés à Dilly pour retourner leurs coreligionnaires favorables au Portugal.

Mais il y a mieux. Le gouvernement indonésien a récemment pris le risque d'envoyer de Java à Timor des troupes d'élite et d'infiltration. Cette initiative, prise par le général Murtopo, l'un des collaborateurs les plus proches du président Suharto, n'a semble-t-il pas été appréciée par Adam Malik, plus réservé dans la tactique à

- 5 -

suivre et voulant mettre les formes dans cette affaire. Les deux hommes entretiennent au demeurant des relations plutôt fraîches et certains observateurs prétendent que Timor n'est en fait que le prétexte à une lutte d'influence entre eux.

De son côté, le ministre de la défense, le général Panggabean, a déclaré à M. Santos que Timor, indépendant, créerait des problèmes de sécurité. L'île, n'étant pas viable économiquement, serait selon lui contrainte de se vendre au plus offrant, probablement à une grande puissance pour qui l'intérêt stratégique de ce morceau de territoire n'aura pas passé inaperçu.

En dépit des assurances officielles répétées sur l'attitude de laissez-faire adoptée par l'Indonésie ("les Timoriens décideront eux-mêmes de leur avenir"), tout se passe comme si Jakarta entendait faire le maximum pour s'assurer une majorité favorable au rattachement dans la prochaine assemblée représentative, quitte à prendre des risques qui pourraient la faire condamner par l'opinion internationale.

Si les élections générales prévues à Timor pour fin 1975 ou du moins après mars 1975, date des élections au Portugal, ne devaient pas donner cette majorité, une intervention militaire indonésienne ne saurait être à priori exclue. Dans cette affaire, l'ombre de Goa est du moins présente à l'esprit. Ce qu'il y a de certain en revanche c'est qu'à Timor même, il n'y a pas de fortes tendances favorables aux thèses indonésiennes. Le ministre Santos aurait même été surpris lors de sa visite à Dilly

- 6 -

par la popularité dont jouit le Portugal dans l'île. Mais avec 90 % d'analphabètes, il devrait être possible pour Jakarta de retourner la situation en sa faveur. Il suffit à mon avis qu'elle y mette les moyens financiers nécessaires. En définitive, la logique voudrait qu'on en arrive à un tel résultat.

LE CHARGE D'AFFAIRES A.I. DE SUISSE



(Reverdin)